

## La COVID n'est pas encore morte que la DGFIP dégaîne de nouveau son NRP !!!

Toulouse, le 30 juin 2020

Cette période de crise sanitaire a montré que les orientations économiques de profit à court terme et de casse de service public ont fait la preuve de leur absurdité humaine et écologique. Malgré cela le gouvernement persiste et signe dans la continuité de ce qui mène vers un désastre majeur : social, économique et écologique. Ceux-là même qui portaient aux nues le personnel soignant ou le service public présent pendant la crise sanitaire refusent de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour refonder notre système de santé, nos services publics et valoriser les personnels. Le « Ségur de la santé » nécessiterait une mise en chantier de plus de cinquante milliards alors que seulement six sont mis sur la table. Dans le même temps, des dizaines de milliards qui ne manqueront pas de terminer leur course dans la poche des actionnaires reconnaissants sont offerts, sans contrepartie, aux grands groupes. De surcroît, ces milliards sont distribués, en même temps, à des entreprises qui annoncent des plans massifs de suppressions d'emplois !

### À l'échelle de la DGFIP, on prend les mêmes et on recommence !

Au lendemain d'une annonce de déconfinement, la DG et la direction locale ont, de suite, enfourché le cheval nauséabond du nouveau réseau de proximité (NRP) pour accélérer la casse de notre administration ... **Sans oublier le vol des jours de congés** sous le prétexte du confinement. **Sans oublier une prime distribuée avec (c'est le moins qu'on puisse dire) un manque de transparence et un arbitraire déconnecté des réalités de travail.**

Dans la période, nous avons assisté à des directives toujours plus complexes et incohérentes, parfois surprenantes, telles que la mise à jour « urgente » de la TH dans certains services ou l'émission de rôles supplémentaires de redevance audiovisuelle ...

**Cette période a mis en exergue le manque de moyens de notre administration en personnel et en matériel**, ainsi que son manque de souplesse dans son organisation. Des ordinateurs cruellement absents, des mises en place de logiciels hésitantes, des missions prioritaires pas toujours indispensables. Un développement tout azimut du télétravail (que nous préférons appeler travail confiné) sans son nécessaire parallèle d'accompagnement et même de reconnaissance.

Ce télétravail devra faire l'objet d'un débat quant à son organisation mais, d'ores et déjà, il implique la prise en charge par l'administration de tous les moyens matériels nécessaires ainsi que le maintien d'un collectif de travail dans l'intérêt des agents eux-mêmes et du service.

Pour autant, l'administration ne semble pas prendre le chemin de la concertation et de la réponse aux interrogations des personnels. Elle applique son plan de casse systématique, avec son mépris habituel du service public et des agents.

### NRP : la CGT n'a pas participé au groupe de travail national du 26 juin

L'introduction d'un des documents communiqués aux représentants des personnels résume en quelques lignes l'objectif de notre directeur général :

**« Le maillage de la direction générale des Finances publiques (DGFIP) est l'un des plus denses des administrations d'État avec près de 3 600 points de contacts pour ses usagers, particuliers, entreprises et collectivités locales, en 2019. Cette densité traduit la diversité des missions qu'exerce la DGFIP, mais est également le fruit d'une organisation et d'usages anciens qui ne correspondent plus aux besoins actuels. »**

Pour résumer, on va rapprocher le service public des usagers en supprimant des implantations.  
**MENTEURS !**



« Les conditions de travail, la santé et la sécurité des agents constituent une composante à part entière de chaque projet de réorganisation ».

Les mêmes qui, depuis des années, ne cessent de déshumaniser le travail, font travailler les agents dans des conditions thermiques parfois déplorables, ne respectent pas les doctrines d'emplois (les A font du boulot de B, les C du travail de B ...), les font travailler de plus en plus sans les former, promettent un NRP assorti de conditions de travail améliorées. **MENTEURS !**

« La concertation externe, avec les élus et l'appui des préfets, comme interne, avec les cadres, les agents et leurs représentants, s'est déroulée de façon plutôt ouverte, sérieuse et souvent constructive ».



Le dernier exemple de concertation locale : la DRFiP 31 a décidé de convoquer le prochain CTL le 15 juillet. La CGT a demandé que cette réunion soit avancée ou reportée à la rentrée (seulement deux de nos élus étant présents ce jour-là). Le DRFiP nous a affirmé lors de la dernière conférence téléphonique qu'il allait réfléchir et, deux heures plus tard, l'ensemble des élus au comité technique recevaient la convocation pour le 15. Une concertation interne ouverte et constructive ? **MENTEURS !**

**Les ravages de la loi « transformation de la fonction publique »**

La suppression des CAP a démontré les ravages que peuvent causer une gestion par la seule direction générale des mouvements nationaux de mutations, et notamment le mouvement B cette fois-ci. Face au tollé qui s'est produit dans

les départements et sous la pression des organisations syndicales via leurs élus nationaux, la direction générale a retravaillé le mouvement et ceci a conduit à :

- au moins 221 mouvements supplémentaires ont été réalisés : il s'agit de situations de priorités, notamment de rapprochements, qui sont prises en compte ;
- 200 agents obtiennent un voeu mieux placé par rapport à leur mutation initiale au 29/05 ;
- 90 % des rapprochements sont faits contre 76 % au 29/05.

**La section CGT a, pendant cette crise sanitaire, pesé de tout son poids sur la direction locale afin que la santé et la sécurité des agents soit la priorité, avant la mise en œuvre des missions.** Par le dépôt d'un certain nombre de procédures d'alerte, elle a contraint la DRFiP à revoir plusieurs fois sa copie durant la mise en œuvre des PCA et PRA.

La reprise du travail en présentiel et l'assouplissement des contraintes sanitaires présentés par le directeur général, dans son message publié le 29 juin sur Ulysse, permet une reprise accrue de l'activité militante et revendicative. Sans la conscience professionnelle des agents, sans la capacité à exercer les missions prioritaires nécessaires au fonctionnement de notre société en situation de pandémie et à prendre en charge le plan de relance dans la foulée, l'État aurait été incapable de mettre en œuvre des mesures face à l'urgence sociale et économique. Nous avons notre point de vue de citoyens et de fonctionnaires à faire entendre fortement pour que nos dirigeants locaux et nationaux cessent de détruire le service public qui a été tant loué pendant la crise Covid.

**La CGT Finances publiques 31 invite l'ensemble des agents à se réunir, partout où c'est possible, dans les conditions de sécurité sanitaire, pour débattre et décider des actions à mettre en œuvre pour défendre le service public, nos conditions de vie au travail, nos droits et garanties, en gagnant l'abandon du NRP et toutes les mesures qui contribuent à la destruction de nos outils de maintien de l'égalité républicaine sur l'ensemble du territoire.**